



l'édito

d'Alain Bergounioux

Agents d'influence

Le choix des partenaires privilégiés dans le domaine des relations internationales dit souvent la vérité de ce que sont les projets politiques. Marine Le Pen vient de le démontrer clairement par sa visite à Moscou pour rencontrer Vladimir Poutine. Le nationalisme est un objectif partagé, l'autoritarisme plus qu'une tentation et, évidemment, le désir que l'Union européenne éclate est commun. La Russie de Poutine y voit son intérêt politique - d'autant plus qu'elle ne peut faire oublier ses faiblesses et ses difficultés internes -, ses insuffisances économiques, notamment - que par une politique extérieure audacieuse. L'Union européenne, par le fait même qu'elle existe, malgré ses faiblesses et ses contradictions internes, est une gêne. C'est, également, le raisonnement de Donald Trump, qui entend marginaliser toutes les institutions multilatérales pour donner plus d'influence aux Etats-Unis dans des relations bilatérales où leur poids serait déterminant.

Il n'est donc pas étonnant que Vladimir Poutine et Donald Trump tissent des liens privilégiés avec les dirigeants de l'extrême droite européenne qui sont les adversaires les plus déterminés de l'Union européenne et exercent une réelle influence dans leurs pays respectifs. Vladimir Poutine parle lui-même d'un « *spectre politique en Europe qui croit rapidement* ». Le mot « spectre », en effet, est bien choisi ! Dans une période antérieure, nous aurions parlé d'une vague « contre-révolutionnaire » qui entend faire du nationalisme le principe du monde nouveau. Rien n'est plus dangereux, à l'évidence. Et cette volonté constante d'agir contre l'Union européenne devrait faire réfléchir à la nécessité de la conforter, et non de contribuer à son effacement ou à son éclatement. Les personnalités, Marine Le Pen au premier chef, mais pas seulement, pensons aux ambiguïtés de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon, dans des registres et des intentions différents, et les courants politiques qui se prêtent à ce jeu, exercent un rôle, plus ou moins conscient d'agents d'influence de ces puissances. C'est, certes, une vieille pratique de la Russie (et des Etats-Unis) d'agir de la sorte, selon leurs intérêts. Déjà, avant 1914, Jaurès dénonçait la corruption entretenue par l'ambassade Russe auprès de la presse pour préparer les esprits à la guerre ! Et, grande continuité géopolitique, l'URSS a tout mis en œuvre pour faire dénoncer par les partis communistes occidentaux le développement de la construction européenne, dans les années 1950-1960. Rien de surprenant que les anciens du FSB, héritiers du KGB, recourent, aujourd'hui, aux mêmes méthodes !

Compte tenu des enjeux pour notre pays et pour l'Europe - les questions intérieures et extérieures sont plus que jamais liées -, le débat présidentiel sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la Russie (et des Etats-Unis de Donald Trump) doit être mené à fond. Car, il permet de mesurer qui représente réellement l'intérêt national. La France a un rôle éminent à jouer. Le dialogue - cela a été montré au fort de la crise ukrainienne - peut aller avec la fermeté. Ni Vladimir Poutine, ni Donald Trump ne respectent les faibles... La France doit assumer pleinement une approche multilatérale, c'est-à-dire européenne. Un véritable partenariat stratégique avec la Russie, souhaitable pour la paix en Europe et la résolution des conflits du Moyen Orient, demande que l'Union européenne ait une politique la plus commune possible. C'est ce qu'il faut expliquer à l'opinion. La dignité nationale ne se situe certes pas dans le fait, aurait dit François Mitterrand, d'être des « petits télégraphistes » de Vladimir Poutine ou de Donald Trump - c'est le paradoxe de ce nationalisme frelaté du Front national -, mais dans la volonté d'être un acteur majeur en Europe.



Le beau parcours d'un homme de conviction...

Henri Emmanuelli nous a quittés, le jour du printemps. Socialiste, dès le début des années 70, élu député des Landes en mars 1978, il incarnait, depuis 40 ans, la volonté, la conviction, le combat politique pour la justice sociale et l'émancipation. Refusant la fatalité des conservatismes, et la mainmise des forces de l'argent, il faisait de l'idéal de la transformation sociale, la boussole de sa démarche. Henri Emmanuelli avait aussi le sens du parti chevillé au corps. Premier secrétaire, lors du vote militant d'investiture pour la campagne présidentielle de 1995, et devancé par Lionel Jospin dans cette compétition, il avait contribué, à sa place, avec force et enthousiasme, à mettre les socialistes en ordre de marche pour une campagne finalement réussie et annonciatrice de la victoire collective du 1^{er} juin 1997. Homme d'action, sans cesse réélu comme député et président du département des Landes, d'une grande compétence, notamment sur les questions économiques, bancaires et monétaires, il fut un inlassable combattant au service de la gauche et de son unité, car il savait, au même titre que François Mitterrand, sa référence et son modèle, que rien n'était possible sans le rassemblement des femmes et des hommes de progrès et de raison. Avec sa disparition, une page se tourne. Elle se confond avec l'une des plus belles périodes du mouvement socialiste démocratique.

Michel Bordeloup



David Doucet...

... est journaliste. Il est l'un des rédacteurs en chef des *Inrockuptibles*. Depuis 2013 et la publication de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite française, il est fréquemment invité sur les plateaux télévisés pour évoquer l'actualité du Front national.

« Le FN reste l'astre central de cette famille politique et le principal bénéficiaire de l'activisme en ligne de la fachosphère »



Il ne se passe plus une semaine sans que « la fachosphère » ne fasse, en France, parler d'elle. Quelle est l'influence réelle de cette nébuleuse d'extrême droite sur les réseaux sociaux ?

La fachosphère est le continent politique qui a le plus progressé sur Internet depuis le début des années 2000. Dans l'occupation du terrain numérique, l'extrême droite ne partait pas avec plus d'atouts que les autres camps. Mais, alimentée par son ressentiment vis-à-vis des médias traditionnels et du « système » en général, elle semble s'y être attaquée avec une particu-

lière motivation. Récemment, Libération a passé au tamis les contenus les plus partagés sur Facebook. La conclusion de cette enquête montrait que les sites alternatifs, tels que TV Libertés, font aujourd'hui jeu égal avec les médias traditionnels dans la diffusion de contenus viraux.



Qui la compose ? Quels sont son influence et ses moyens d'existence ?

La fachosphère est à l'image de l'extrême droite française, elle est d'une extrême diversité. On retrouve des néoconservateurs, aux confins de la droite et de l'extrême droite ; des islamophobes reprenant à leur compte la thèse d'un « choc des

civilisations » ; les sites liés au Front national ; les identitaires, défendant une vision raciale de la société, et particulièrement actifs en ligne ; les nationalistes-révolutionnaires, à la recherche d'une troisième voie entre capitalisme et communisme ; et les catholiques traditionalistes et intégristes.

? *De quelle manière ses partisans remportent-ils la bataille du net ?*

Les militants de la fachosphère restent minoritaires sur la toile, mais ils sont sans doute les plus actifs. Vivant avec le sentiment de ne pas être représentés dans les médias, ils sont très impliqués sur les réseaux sociaux. Le Digital Forensic Research Lab a montré que si leurs comptes Twitter parvenaient régulièrement à atteindre les « trending topics » (sujets les plus discutés), c'est grâce à une préparation minutieuse et à une solide organisation. Mais, l'enquête concluait en indiquant que loin d'être une armée, l'activisme de la fachosphère repose sur une poignée de comptes.

? *Comment ses militants voient-ils le monde et diffusent-ils leurs idées ?*

Les militants de la fachosphère sont, pour la plupart, marqués par une vision passéiste ou nostalgique du monde. Ils associent « société multiculturelle » au thème de la « décadence » qui frapperait notre pays. Ces acteurs se caractérisent aussi par une opposition commune à la modernité libérale ou progressiste et à son idéal de société ouverte.

? *Dans quelles conditions se déroulent les rencontres entre l'animateur du site Fdesouche, premier blog français d'extrême droite, et les idoles réactionnaires, Alain Finkielkraut et Éric Zemmour ?*

La fachosphère reste un petit milieu où tout le monde se connaît. Dans notre livre, nous racontons en détails les dîners dans lesquels se croisent ces écrivains renommés et ces militants et admirateurs anonymes. Il faut préciser que contrairement à Eric Zemmour, Alain Finkielkraut n'est pas un familier de la fachosphère. C'est sa proximité avec Renaud Camus qui l'a conduit à rencontrer le fondateur de Fdesouche.

? *Quel est le poids réel de ce réseau dans la campagne présidentielle ?*

Lors du 1^{er} mai 2016, Marine Le Pen a d'ailleurs déclaré qu'elle comptait sur le web pour remporter la présidentielle. « Internet est un moyen phénoménal de convaincre de plus en plus de Français (...). Pour 2017, j'espère que, grâce à Internet, vous serez une redoutable force de frappe démocratique ». Comme son père avant elle, Marine Le Pen va s'appuyer sur le web pour contourner les médias traditionnels et s'adresser directement à ses électeurs potentiels. Et force est de constater que parmi les 11 candidats qualifiés pour cette présidentielle, Marine Le Pen est de loin la mieux armée sur Facebook - avec 1,2 millions de fans - ou sur Twitter - avec 1,3 millions de followers.

? *Quid des liens de la fachosphère avec le FN ?*

La plupart des acteurs principaux de la fachosphère ont, à un moment ou un autre, gravité autour du Front national. Pierre Sautarel, le fondateur de Fdesouche, a été prestataire de service pour le FN. Alain Soral a été membre du comité central du FN, en 2007, et a participé activement à la dernière campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Bref, le FN reste l'astre central de cette famille politique et le principal bénéficiaire de l'activisme en ligne de la fachosphère.

Propos recueillis par Bruno Tranchant





Apprendre de ses erreurs : la gauche face au FN

Pas simple de faire sa part d'autocritique lorsqu'on est membre du Parti socialiste, qui plus est, après avoir été en charge des questions liées au Front national. C'est pourtant ce qu'est parvenu à faire Sarah Proust qui nous livre, ici, un point de vue résolument différent de celui de ses devanciers.

Longtemps considéré comme un parti néonazi, le FN a nourri bien des fantasmes dans l'imaginaire de la gauche, que l'adjointe au maire du XVIII^e arrondissement remet aujourd'hui en cause, dans un essai publié par la Fondation Jean Jaurès (FJJ) (1). Il est temps de l'admettre et de changer de cap, assure-t-elle, en prenant la juste mesure idéologique du mouvement d'extrême droite qui ne saurait être assimilé aux idéologies totalitaires qui ont sévi en Europe dans les années 1930 et 1940. « De ce point de vue, le parti lepéniste se rapprocherait bien davantage d'une synthèse entre boulangisme et nationalisme maurrassien que du national-socialisme hitlérien », prévient dans sa préface Syl-

vain Crépon, membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la FJJ.

L'erreur est ancienne, voire même récurrente. Elle repose sans doute sur l'emploi de mots-valise, tels qu'« universalisme » « valeurs » ou « vivre ensemble », pour faire contrepoids au mouvement lepéniste. Or, ces concepts vagues, et sans réel contenu, n'ont qu'une faible influence sur l'électorat frontiste. Forte de son expertise sur le sujet et de son expérience militante, Sarah Proust n'hésite pas à fustiger les limites et autres contradictions de la stratégie mise au point hier pour faire contrepoids au parti lepéniste. Avec l'ambition de redonner ainsi force et courage à des militants souvent désarçonnés et déboussolés par l'émergence du FN de part et d'autre du territoire. La recette ? Installer un système de veille sur ce que dit et fait ce parti, réapprendre à occuper le terrain, tenir des permanences régulières, reprendre contact avec le tissu associatif. Et veiller, par-dessus tout, à se montrer plus réactifs sur les réseaux sociaux où la fachosphère prospère.

Pointant du doigt les contradictions de certains de nos dirigeants qui n'ont eu de cesse d'assimiler la droite au Front national avant le premier tour des régionales, pour appeler in fine à soutenir les candidats LR au second tour, elle s'en prend délibérément à certains élus qui réfutent de longue date la complexité du sujet. Si on ne fait campagne que sur la peur, comment touchera-t-on ces Français qui, justement, n'ont plus peur du FN ?, interroge-t-elle.

Ce décrochage à gauche dans la réflexion sur l'extrême droite date, veut-elle croire, de la scission du FN, en 1999. Loin d'être le suicide annoncé, la lutte épique que se livrèrent alors Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen incita la gauche à baisser la garde, sans pour autant s'interroger sur les causes profondes du malaise qui rongeaient alors le parti dirigé par le patriarche. C'est ignorer que ce conflit stratégique préparait la « réinvention » de l'extrême droite. Et que Bruno Mégret et ses proches avaient commencé à capter le vocabulaire républicain, en posant très clairement la question de la place de l'Etat dans la mondialisation. Marine Le Pen n'a eu qu'à reprendre cette réflexion, assumant parfaitement, au fond, l'héritage mégrettiste, explique l'édile socialiste. Et ce, afin de gagner la bataille culturelle face à la droite de gouvernement, et de se donner ainsi une chance de l'emporter dans les urnes. Ce que son père, au fond, se refusait de faire.

L'enjeu, ajoute-t-elle, est de partir sur un combat idéologique qualifiant les propositions du FN, plutôt qu'en les démasquant, en les caractérisant et en les décryptant. Or, ce n'est pas ce que nous avons fait, à quelques rares exceptions près. En nous réappropriant également des éléments de langage qui ne sauraient, d'aucune manière, être la propriété du parti d'extrême droite. Ceci vaut pour l'identité, notamment, parce qu'elle vous entraîne fatalement à droite. Pour peu qu'on la définisse comme un type de rapport à l'autre, elle ne saurait être par essence de droite ou d'extrême droite, prévient Sarah Proust. Ceci vaut pour d'autres mots dont nous nous sommes beaucoup servis sans les définir. Le fameux « vivre ensemble » dont il vient d'être question apparaît ainsi très souvent comme une enveloppe vide de contenu. De même, la République et la laïcité sont aujourd'hui utilisées

comme de simples slogans sans substance. Avec la volonté à peine déguisée de stigmatiser l'islam et les populations musulmanes, érigés en ennemi du peuple français.

Grâce à son regard distancié et sa lucidité, l'auteure nous propose une approche renouvelée de la question. Sylvain Crépon observe, pour sa part, que cet ouvrage en dit sans doute davantage sur le Parti socialiste que sur le Front national, et il n'a pas tort. Reste à convaincre les lecteurs de la nécessité de redéfinir leur vision stratégique d'un mouvement qui s'est métamorphosé, sous l'égide d'un Florian Philippot particulièrement agile dans l'art de la duperie. Un défi ardu, pour le moins, à l'heure où les digues tombent une à une, entraînant nombre de nos concitoyens, issus pour beaucoup, des zones périphériques dans l'illusion du changement et du renouvellement.

Bruno Tranchant

(1) *Apprendre de ses erreurs : la gauche face au FN*, Fondation Jean Jaurès, Paris, 2017, 106 pages, 6 €



La France de Fillon ?

Dure pour les faibles, douce pour les forts !

Une vulgate néolibérale

- ◆ Le candidat de la droite préconise une **réduction drastique des dépenses publiques**, à concurrence de 110 milliards, en cinq ans. Soit, un peu plus de 22 milliards par an, jusqu'en 2022, terme du prochain quinquennat.
- ◆ Son crédo : la baisse des commandes publiques qui provoquerait **l'étiollement de pans entiers de l'industrie locale et nationale, d'une part importante de l'économie du bâtiment et des travaux publics et un surcroît de chômage**. Ce ne serait pas une première pour le candidat de la droite, puisque le bilan du quinquennat Sarkozy-Fillon s'est traduit par 1,1 million de chômeurs supplémentaires et la perte de 350 000 emplois industriels.
- ◆ L'affaiblissement des services publics nationaux et locaux, moyennant **l'aggravation des inégalités territoriales et sociales, et la privatisation de nombreux secteurs**, avec tous les risques de ségrégation par l'argent que représente une telle option.
- ◆ En confirmant la suppression de 500 000 postes en cinq ans, il a clairement opté pour une **diminution du nombre d'agents publics de l'ordre de 100 000 par an**, ce que même Margaret Thatcher n'a jamais appliqué, et provoquerait l'étiollement de nos services publics.
- ◆ **Les premières cibles seraient les enseignants, mais aussi toutes les missions touchant à l'environnement, la recherche et la culture**. Pour autant, les effectifs de défense et de sécurité ne sortiraient pas indemnes de la « purge », en dépit des discours officiels tenus par l'intéressé sur ces dossiers dits régaliens.
- ◆ Cette logique se traduirait aussi par la **fermeture d'établissement et de services, la mise en cause de l'excellence de l'hôpital public, la dégradation des conditions de travail dans les services résiduels, l'accentuation des inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins**, au moment où il faudrait pourtant continuer de combattre les déserts médicaux, et l'inégalité d'accès aux soins.
- ◆ Cette politique se traduirait par **l'effacement de nombreux services publics locaux et à la personne, le développement des inégalités territoriales**, et donc du double sentiment de déclassement et d'abandon, en sus d'une inévitable recentralisation.
- ◆ D'autant qu'elle s'accompagnerait d'un **report progressif de l'âge légal de la retraite à 65 ans**, au risque d'aggraver sérieusement le chômage des seniors et celui des jeunes.

Une politique déstabilisatrice

- ◆ Retour autoritaire aux 39 heures payées 35 dans la fonction publique. Soit, une **baisse de salaires de 11 % au minimum, sans compter la suppression du déclenchement des heures supplémentaires, induite**. En somme, travailler plus pour gagner beaucoup moins !
- ◆ Fillon prétend vouloir réduire la dépense publique, lui qui a rendu une copie désastreuse, au terme des cinq années passées à Matignon, avec un **déficit public annuel atteignant près de 5 % du PIB, et une dette progressant de 600 milliards en cinq ans**.
- ◆ Son objectif : **financer les mesures fiscales clientélistes, en direction des plus nantis, à travers, notamment, la suppression de l'ISF, la baisse de la fiscalité sur le capital et sur des grosses successions et donations, et l'effacement des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu**. Son projet social est celui du Medef, son projet économique, celui des gouvernements conservateurs des années 30.
- ◆ Il prévoit également la **dégressivité accélérée de l'indemnisation par l'assurance-chômage**, alors que le déficit annuel de ce régime s'explique, pour une large part, par le financement par les Assedic, à concurrence de 10 % de leur budget, des dépenses de fonctionnement de Pôle emploi. Une proposition d'autant plus choquante que moins d'un demandeur d'emploi sur deux bénéficie des prestations et que des centaines de milliers de chômeurs échappent encore à toute indemnisation, à toute prise en charge, en dépit des politiques mises en œuvre depuis 2012.
- ◆ **Ses recettes mènent à l'étiollement de l'État, donc de la République, à l'injustice sociale, donc à la division des Français**. Elles ne feraient, de fait, que stigmatiser les agents de l'État, en favorisant ainsi, toutes les démagogies, toutes les défiances, tous les malentendus.

Les Françaises et les Français attendent un projet à la fois protecteur et tourné vers l'avenir. L'ancien « collaborateur » de Nicolas Sarkozy n'offre, pour l'heure, qu'un « remake en pire » de ce qui a échoué de 2007 à 2012